

**MOYEN-ORIENT** Dans la capitale libanaise, la perspective de bombardements sur la Syrie avait intimidé la vie, qui s'est désormais normalisée. Le secteur de l'hospitalité, lui, souffre encore.

# Beyrouth souffle entre ses nuits chaudes et son tourisme à l'agonie

DE RETOUR DE BEYROUTH  
THOMAS DAYER

Un samedi de septembre, peu après 20 heures. Avenue Charles Malek, le taxi accélère sur comme seul au monde. Seules circulent quelques grappes de véhicules. Ils ne sont freinés par aucun embouteillage dans le quartier chrétien d'Achrafieh.

La veille et l'avant-veille, le Festival de jazz qui devait se tenir aux Souks de Beyrouth a été annulé. Ce soir, le Creamfields Festival n'aura pas lieu. Une quinzaine de DJs de calibre international devaient attirer plus de 15 000 spectateurs. Les recommandations de plusieurs gouvernements occidentaux de ne pas voyager vers le Liban ont pesé dans la décision.

Il y a bien sûr les Etats-Unis, qui ont même ordonné à leur personnel «non essentiel» de quitter le territoire. Il y a la France, à l'image écornée en raison de ses velléités interventionnistes. Il y en a d'autres, dont la Suisse. «Depuis le 28 août 2013, les voyages sans motivation d'urgence à destination du Liban sont déconseillés», rappelle le porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères Pierre-Alain Eltschinger.

## «Distinguer deux Liban»

Les voix se mettent d'accord: cette première semaine de septembre, les cafés étaient plus vides que d'habitude. Aux attentats a succédé la perspective de bombardements en Syrie.

Au Liban, on n'y goûte guère. «Bien sûr que les gens ont peur», admet une habitante chrétienne du quartier de Geitawi, «les voitures qui explosent, ce ne sont pas des plaisanteries.» Elle ne goûte guère aux desseins d'intervention américains: «Que l'Amérique fasse la guerre si elle veut, mais qu'elle la fasse chez elle, cette charmouta (ré: «pute» en arabe)!» L'un des nombreux épiciers du coin se veut prophète rassurant: «Il n'y aura pas de guerre.»

Contraste samedi soir, plus tard, au Biel, centre d'exhibition et de loisirs. Les voitures s'agglutinent à l'entrée.

Le Music Hall, fameuse discothèque où les prix exigent une



Le cliché date d'août 2008. Alors, le centre-ville de Beyrouth était très couru. Les gens l'ont désormais déserté. Beaucoup font la fête ailleurs. KEYSTONE

certaine aisance financière, est bondé. Ici, la réservation d'une table est obligatoire, sans quoi l'entrée est illusoire. Plus tard, les âmes qui refusent de dormir, nombreuses, se retrouveront au Garten, à deux pas, jusqu'à l'aube. Les nuits chaudes sont

## Le Music Hall, fameuse discothèque où les prix exigent une certaine aisance financière, est bondé. Ici la réservation d'une table est obligatoire.

imperméables à la violence. Certains quartiers sont toutefois quadrillés par les forces de l'ordre. Celui de Mathaf par exemple, où se concentrent la Direction de la sûreté générale (où des flots de Syriens viennent quêter le droit de rester), le siège des Forces de sécurité intérieures, l'ambassade de France, l'institut français du Liban, le lycée franco-libanais. Sur la rue de Damas, qui y mène, fleurissent les check-

points. Le lundi, Georges Corm, ancien ministre, reçoit dans son bureau, proche de Beirut Central District. Il partage sa vision d'économiste: «Il y a eu une régression de la croissance, certes, mais économiquement, il faut distinguer deux Liban», lâche-t-il.

surprenante pour une ville qui compte deux milliardaires, le premier ministre et le ministre des Finances.»

Selon lui, si le secteur touristique a été privé des riches arabes du Golfe (plusieurs monarchies à éviter les voyages au Liban depuis août 2012 déjà), et si le secteur foncier a été contraint de se calmer en raison d'une surchauffe trop importante, les autres indicateurs ne sont pas si mauvais: «Il y a l'augmentation des dépôts et profits bancaires, des investissements industriels, du mouvement du port et des importations, des ventes de voitures.»

Chute de 175% en 2012 Mais, depuis le début de la crise syrienne, le poids des réfugiés se fait de plus en plus lourd. Certains disposent de moyens matériels, mais l'équilibre démographique devient précaire. «Un accroissement si soudain pose des problèmes en matière d'infrastructures, environnementales notamment», note Georges Corm. «Les écoles officielles ont été ouvertes

aux enfants syriens, mais sont débordées. Les hôpitaux ont du mal à assumer ces vagues, également. Et puis, dans ces populations de réfugiés, vous trouverez aussi beaucoup de combattants infiltrés.»

Touristiquement, le Liban paie son instabilité. Dans un kiosque, un titre barre la Une de «L'Hebdo Magazine»: «Des chiffres affolants, le tourisme agonise». L'hebdomadaire cite Nimr Chelala, directeur de l'hôtel Mozart: «Par le passé, nous affichions un taux d'occupation de 90% tout au long de l'année, il est tombé aujourd'hui à 70% et nous sommes, toutes proportions gardées, bien moins affectés que d'autres.» Il souligne les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme: le Liban avait enregistré la quatrième plus forte chute en termes d'arrivées de touristes en 2012 (diminution de 17,5% par rapport à 2011). Seuls le Zimbabwe, l'Arabie saoudite et le Togo avaient connu plus forte régression.

L'an 2013 ne sera pas celui de la rémission. Mais déjà les checkpoints se font plus discrets. Et certains coins de Beyrouth, la nuit, continuent à danser. ○

## CRISE SYRIENNE: LES DERNIÈRES ÉTAPES

**HOMS: SOS** La population assiégée d'Homs lance un SOS. Elle a d'urgence besoin d'un corridor humanitaire, a affirmé, hier à Genève, le porte-parole de l'Union des organisations syriennes de secours médicaux, Tawfik Chamaa. Homs est assiégée depuis 500 jours.

**MOSCOU ACCUSE** La Russie a accusé de «parti pris» les inspecteurs de l'ONU qui ont enquêté sur une attaque chimique. Elle a affirmé avoir reçu de Damas des éléments appuyant la thèse d'une provocation des rebelles. Les inspecteurs de l'ONU doivent retourner en Syrie bientôt.

**LES KURDES INVESTISSENT UN VILLAGE** Les combattants des Comités de protection du peuple kurde (YPG) ont chassé des jihadistes armés du village d'Alouk, dans le nord-est de la Syrie, après de violents combats qui ont fait 20 morts des deux côtés, selon une ONG.

**LA SYRIE CONFIANTE** La Syrie est sûre que l'ONU n'adoptera pas de résolution sur le démantèlement de ses armes chimiques sous le chapitre VII, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad. Ce chapitre de la charte prévoit un recours à la force. ○ **ATS-AFP**

## L'AVIS DE



**NAGI MORKOS**  
PDG D'HODEMA,  
CABINET DE  
CONSEIL ÉTABLI  
À BEYROUTH

## «Le Liban est au creux de la vague»

«Le secteur de l'hospitalité au Liban souffre beaucoup, particulièrement l'hôtellerie. En 2013, il a été préterité non seulement par l'absence des touristes du Golfe, mais aussi par celle des expatriés libanais, qui ont préféré voyager ailleurs. Les hôtels ont vu leur taux d'occupation chuter, de 30% dans certains cas. Certains projets ont été gelés. Beaucoup de fermetures de grands restaurants, de restaurants de luxe ont aussi été recensées. Il y a davantage d'enseignes en termes quantitatifs, mais on remarque une recrudescence d'établissements plus petits. Le monde de la nuit est également en difficulté.»

Si les hôtels souffrent, les appartements meublés rencontrent, eux, un franc succès. C'est un secteur en pleine croissance, on remarque même un manque. Deux grands projets viennent de voir le jour, et affichent déjà complet. Ce sont essentiellement des Syriens qui les habitent. Il y a eu un renversement: le Liban accueille davantage d'Irakiens, de Syriens ou de Turcs. Mais ils ne peuvent pas compenser le manque de touristes des pays du Golfe. Leur apport est énorme à tous points de vue. Entre faillites, loyers très élevés, immobilier dont l'activité est à zéro, le Liban est au creux de la vague. Plus bas, c'est la guerre.»

## FRANCE Réforme des retraites en débat

Le gouvernement français a donné le coup d'envoi d'un long débat sur la réforme des retraites. Ces discussions vont se dérouler sous le regard sceptique des institutions européennes et internationales, qui dénoncent un manque d'ambition.

L'Assemblée nationale doit entamer, le 7 octobre, le débat sur ce texte, qui prévoit un allongement de la durée de cotisation dans le secteur privé et la fonction publique à 43 ans à l'horizon 2035, ainsi qu'une hausse de 0,3 point en quatre ans des cotisations salariales et patronales dans tous les régimes.

Le projet de loi ne touche en revanche ni au calcul des pensions des fonctionnaires, ni aux régimes spéciaux, ni à l'âge légal, qui reste fixé à 62 ans. La ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a défendu une «réforme de progrès et d'avenir».

Les choix ont été jugés peu ambitieux par une partie de l'opposition mais aussi à Bruxelles, où les comptes français sont regardés à la loupe. Le président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso, a jugé qu'il n'aurait pas été «choquant» de reporter l'âge légal de départ à la retraite comme ailleurs, citant le chiffre de 65 ans. Même déception de la part du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, et de l'économiste en chef du Fonds monétaire international, Olivier Blanchard.

Le projet a fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue, loin des manifestations géantes qui ont émaillé la dernière réforme engagée sous Nicolas Sarkozy. ○ **ATS-REUTERS-AFP**

## GRÈCE La grève et la colère

Des milliers de fonctionnaires en grève ont défilé hier à Athènes et Salonique. Ils ont mêlé, aux appels à stopper une réforme brutale du secteur public, des slogans dénonçant le meurtre d'un rappeur antifasciste tué par un militant néonazi. ○ **ATS-AFP**

## KENYA La procédure contre Ruto en question

La Cour pénale internationale (CPI) craint l'«effondrement» de la procédure judiciaire contre le vice-président kényan William Ruto. Maintenu secrète pour des raisons de sécurité, l'identité du premier témoin a été dévoilée sur internet. La procureure de la CPI a plusieurs fois dénoncé l'intimidation présumée de témoins dans ce procès, ainsi que dans celui à venir du président kényan Uhuru Kenyatta. Les deux hommes sont accusés de crime contre l'humanité. ○ **ATS-AFP**

## NIGÉRIA L'armée affirme avoir tué 150 islamistes

L'armée nigérienne a affirmé avoir tué 150 militants islamistes de Boko Haram rassemblés dans un camp fortifié, l'opération la plus meurtrière revendiquée depuis le lancement mi-mai de son offensive. ○ **ATS-AFP**